



**Bureau des installations et travaux
réglementés pour la protection des
milieux**

Affaire suivie par L.Fritas

Mail : linda.fritas@bouches-du-rhone.gouv.fr

Dossier n°2022-201- K/K+ APC

Marseille, le **10 FEV. 2026**

**Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires n° 2022-201 – K/K+ APC applicable
à la société SOREAL sur la commune de Marignane**

Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.511-1, L.512-20, R 512-69 et R.512-70 ;

Vu le décret du Président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du 1er décembre 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage, ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, et plus particulièrement son article 10 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°85-140/1-85A du 26 septembre 1985 autorisant la société MIMETAL PROVENCE à exploiter un centre de stockage et de récupération de déchets de métaux à Marignane ;

Vu l'arrêté préfectoral n°93-271/186-1993A du 31 mai 1994 imposant des prescriptions complémentaires à la société MIMETAL PROVENCE à Marignane ;

Vu l'arrêté préfectoral n°191-2009-PC du 27 octobre 2009 portant prescriptions complémentaires à la société SOREAL sur la commune de Marignane ;

Vu la demande d'antériorité déposée par la société SOREAL en date du 17 juillet 2019 ;

Vu le rapport des services de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement et du logement Provence Alpes-Côte d'Azur du 12 septembre 2019 relatif à la demande d'antériorité susvisée ;

Vu la lettre préfectorale n°313-2019 ANT/A du 16 décembre 2019 actant le bénéfice du régime d'antériorité pour l'exploitation des activités relevant dorénavant des rubriques 2710-1.a, 2710-2.a, 2713-1, 2718-1 et 2791-1 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2019-313-PC du 15 janvier 2021 portant délivrance de l'agrément n°PR1300066D à la société SOREAL pour l'exploitation d'une installation de traitement de véhicules hors d'usage, située sur la commune de Marignane ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance déposé par la société SOREAL en date du 15 juin 2022 relatif à l'extension du niveau d'activités relevant de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le formulaire de demande d'examen au cas par cas déposé le 15 juin 2022 par la société SOREAL et considéré comme complet le 3 octobre 2023 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022-2021-K/K du 15 novembre 2023 portant décision sur l'examen au cas par cas, en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, formulée par la société SOREAL pour son site de Marignane ;

Vu la demande de dérogation sollicitée par l'exploitant aux articles 5 et 25-V de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé concernant respectivement la distance d'implantation de l'installation et le dispositif d'isolement des réseaux en cas de sinistre ;

Vu l'avis de l'ARS en date du 6 juillet 2022 ;

Vu l'avis de la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) en date du 20 juillet 2022 ;

Vu l'avis du service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône (SDIS) en date du 17 novembre 2023 donnant un avis favorable sous réserve du respect de certaines recommandations (essai simultané de 2 poteaux incendie, réparation des poteaux incendie et respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé) ;

Vu les éléments transmis par la société SOREAL par courriels des 7 août 2023, 6 mai et 1^{er}, 5 et 6 novembre, 13 décembre 2024, 14 janvier 2025, 13 février et 22 avril 2025 en réponse à la demande de compléments formulée par les services de l'Inspection en date des 27 juin 2022, 20 novembre 2023, 6 septembre 2024, 15 novembre 2024, 3 février, du 3 avril et du 28 avril 2025 ;

Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement et du logement Provence Alpes-Côte d'Azur n°D-2024-1364 du 29 novembre 2024 relatif à la visite d'inspection réalisée le 24 septembre 2024 ;

Vu le rapport n°EK1K0/20/948 du 8 décembre 2020 établi de la société SOCOTEC et transmis par la société SOREAL en date du 1^{er} novembre 2024 ;

Vu l'étude de flux thermiques complétée et transmise par SOREAL le 22 avril 2025 ;

Vu la demande de rupture de traçabilité des déchets transmise par la société SOREAL, en date du 27 janvier 2025 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires (CODERST) en date du 28 janvier 2026 ;

Considérant que la société SOREAL est autorisée à exploiter une installation de tri, transit, regroupement de métaux sur la commune de Marignane depuis le 6 décembre 2017 ;

Considérant le porter-à-connaissance déposé par la société SOREAL relative à l'activité de démontage / dépollution de véhicules hors d'usage (VHU) du 15 juin 2022 ;

Considérant que ces modifications consistent en une augmentation de la surface dédiée à l'activité de démontage / dépollution de VHU : la surface passant de moins de 100 m² à 1 400 m² ;

- une zone d'attente / réception des VHU – 70 m² ;
- une zone de dépollution comprenant les stockages de déchets (huiles usagées, pneumatiques moteurs...) – 280 m² ;
- une zone de stockage des pièces – 60 m² ;

- une zone pour les VHU dépollués comprenant la presse-paquets et le stockage pour expédition – 300 m² ;
- les espaces de circulation des équipements ;

Considérant que l'exploitant a joint à son dossier une demande de dérogation aux dispositions prévues par les articles 5 et 25-V de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif à la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées, à savoir :

- la distance d'éloignement par rapport aux premières habitations situées à proximité ;
- le mode de fonctionnement du dispositif d'isolement du réseau en cas d'accident ou d'incendie ;

Considérant que les premières habitations sont situées à une distance d'environ 40 mètres du site quand la réglementation impose 100 mètres ;

Considérant de plus le fonctionnement manuel du dispositif d'isolement du réseau (vanne guillotine) en cas d'accident ou d'incendie ;

Considérant que le récolement des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé a mis en évidence 4 non-conformités :

- 2 correspondent aux demandes de dérogation susmentionnées ;
- l'exploitant ne respecte pas les dispositions des articles 17 (DRPCE) et 43 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 ;

Considérant que le rapport n°EK1K0/20/948 (DRPCE) du 8 décembre 2020 établi par la société SOCOTEC conclut à l'absence de zone ATEX ;

Considérant que la société SOREAL, par courriel du 28 avril 2025, a précisé que les conclusions de ce rapport ne sont pas remises en cause par le projet d'extension de l'activité de démontage / dépollution de VHU ;

Considérant que l'exploitant doit mettre en place un étiquetage des déchets dangereux sortants de son établissement, conformément aux dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 ;

Considérant que l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur (ARS), dans son avis du 6 juillet 2022, recommande que tout soit mis en œuvre pour ne pas dégrader la situation actuelle (habitations situées à environ 40 m du site) et de s'assurer de l'efficacité des mesures prévues pour limiter les nuisances susceptibles d'être ressenties par les riverains (bruit et trafic notamment) ;

Considérant que, pour protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, il convient de mettre en œuvre des mesures compensatoires relatives aux demandes de dérogation susmentionnées afin de s'assurer notamment :

- par des mesures de bruit que le projet ne génère pas d'impact sonore supplémentaire pour les riverains situés à proximité ;
- de la bonne gestion des rejets aqueux, plus particulièrement en situation d'accident ou d'incident ;

Considérant que, dans son avis du 17 novembre 2023, le SDIS émet les recommandations suivantes :

- la réalisation d'un essai de fonctionnement en simultané de 2 poteaux incendie,
- la réparation des poteaux incendie suite aux observations relevées lors de la vérification périodique de 2022,
- le respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ;

Considérant que, par courriel du 14 janvier 2025, l'exploitant a justifié de la mise en œuvre des essais de fonctionnement en simultané des 2 poteaux incendie présents sur site ;

Considérant que le test sur les poteaux incendie internes révèle un débit insuffisant ;

Considérant que la mairie, par courriel du 19 décembre 2024, certifie à la société SOREAL la conformité du poteau incendie externe ;

Considérant qu'il convient de s'assurer de la disponibilité du débit des poteaux incendie, soit 60 m³/h pendant 2 heures ;

Considérant que, concernant le risque incendie, l'exploitant a fourni une mise à jour de l'étude des flux thermiques qui conclut :

- à l'absence d'effet domino ;
- que les effets thermiques restent circonscrits dans les limites du site ;

Considérant qu'il convient de prendre en compte les rubriques dont la capacité est inférieure au seuil de classement, figurant dans le tableau des rubriques d'activités de la demande d'antériorité, déposée par l'exploitant en juillet 2019 ;

Considérant la demande de rupture de traçabilité déposée par la société SOREAL pour son site de Marignane ;

Considérant la nature des opérations réalisées sur le site de SOREAL pour les déchets des rubriques : 2710-1, 2710-2a, 2711, 2712-1, 2713, 2718 et 2791 ;

Considérant que les déchets concernés relèvent notamment des codes suivants :

- 16 01 04* (véhicules hors d'usage non dépollués),
- 16 01 06 (véhicules hors d'usage dépollués),
- 16 06 01* (batteries au plomb),
- 16 08 01* et 16 08 07* (catalyseurs usés et catalyseurs contaminés),
- 17 04 01 à 17 04 11 (déchets métalliques),
- 19 12 03 (métaux non ferreux) ;

Considérant que la perte de traçabilité n'entraînera pas la perte d'information sur les traitements ultérieurs des déchets et n'est pas de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les dispositions de l'article 10 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé permettent de s'exonérer des obligations de traçabilité si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation des installations concernées le prévoit ;

Considérant que les modifications envisagées par la société SOREAL, sur son site de Marignane, ne sont pas soumises à évaluation environnementale et ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 I du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires et d'actualiser certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1985 susvisé ;

Considérant qu'en application de l'article L.181-14 du code de l'environnement, l'autorité compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à l'occasion de modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

Considérant la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi du projet d'arrêté préfectoral notifiée le 19 janvier 2026 ;

Considérant l'absence de transmission d'observations à l'expiration du délai de 15 jours à compter de la date de notification du projet d'arrêté préfectoral ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1 –

La société SOREAL dont le siège social est situé au 38/40 avenue Henri Dunant – 13700 Marignane, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté, sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs délivrés à la société, pour son établissement qu'elle exploite à la même adresse.

Article 2 –

Les dispositions des articles 1, 2.C-2, 2.G-2 de l'arrêté préfectoral n°85-140/1-85 A du 26 septembre 1985 susvisé sont modifiées et remplacées, ou complétées par les dispositions du présent arrêté.

Les dispositions de la lettre préfectorale n°313-2019ANT/A du 16 décembre 2019 susvisé sont remplacées par les dispositions du présent arrêté.

Article 3 – Consistance des installations autorisées

Les installations autorisées sont organisées comme suit :

- un bâtiment à caractère administratif,
- un pont bascule,
- une aire pour les métaux non ferreux,
- une aire pour les métaux ferreux avec presse-cisaille,
- un hangar pour l'entreposage des batteries, DEEE et de déchets dangereux (huiles, décapants...),

- une cuve de GNR (gazole) de 5 m³ avec station de distribution ;
- une aire de démontage / dépollution de véhicules hors d'usage de 1 400 m², répartie de la façon suivante :
 - une zone d'attente / réception des VHU – 70 m² ;
 - une zone de dépollution comprenant les stockages de déchets (huiles usagées, pneumatiques moteurs...) – 280 m² ;
 - une zone de stockage des pièces – 60 m² ;
 - une zone pour les VHU dépollués comprenant la presse-paquets et le stockage pour expédition – 300 m².

Un plan détaillé des installations est joint en annexe du présent arrêté.

Article 4 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le présent article annule et remplace les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1985 et de la lettre préfectorale n°313-2019ANT/A du 16 décembre 2019.

Rubriques	Intitulé	Capacité maximale présente sur site	Régime (*)
2710-1	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 7 tonnes	Quantité maximale de déchets dangereux : 15 tonnes	A
2718-1	Installation de transit, regroupement, tri de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Quantité totale de déchets dangereux susceptibles d'être stockés : 15 tonnes	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Quantité maximale traitée : 30 t/j (Cisaille)	A
2710-2	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux : a) Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 300 m³	Volume maximal susceptible d'être présent sur site : 400 m ³	E
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m²	Surface : 1 400 m ²	E
2713-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.	Surface totale : 8 500 m ²	E

Rubriques	Intitulé	Capacité maximale présente sur site	Régime (*)
	La surface étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m²		
2711-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³	Volume maximal ; 200 m³	D
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1. Supérieur à 20 000 m³ (E) 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³ (DC)	Cuve de GNR (gazole non routier) 100 m³	NC
2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m² (E) 2. Supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m² (D)	Surface maximale : 100 m²	NC
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 1. Pour le stockage en récipients à pression transportables a. Supérieure ou égale à 35 t (A) b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t (DC) 2. Pour les autres installations a. supérieure ou égale à 50 t (A) b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t (DC)	(1)	NC
4725	Substances et mélanges nommément désignés Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t (A) 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t (D)	(1)	NC
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : a. Supérieure ou égale à 1 000 t (A) b. Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (E) c. Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	(1)	NC

* A – Autorisation ; E – Enregistrement ; D – Déclaration ; NC – Non classé

(1) Informations non diffusables mais communicables, conformément à l'instruction du gouvernement du 12 septembre 2023 pour prévenir les actes de malveillance dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 5 – Conformité au dossier d'autorisation

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de porter-à-connaissance du 15 juin 2022 susvisé. En tout état de cause, ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires antérieurs et les autres réglementations en vigueur.

Article 6 – Dispositions constructives de l'atelier de démontage / dépollution de VHU

La toiture de l'auvent répond au classement BROOF(t3).

La paroi arrière de la zone VHU est constituée de blocs de béton d'épaisseur minimale de 50 cm. Ces matériels sont de classe A2 s1 d0.

Le sol est en béton, de classe A1fl.

Enfin, les auvents sont de classe R15, avec une simple charpente métallique.

Article 7 – Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Le présent article annule et remplace les dispositions de l'article 2.G-2 de l'arrêté préfectoral n°85-140/1-85 A du 26 septembre 1985 susvisé.

Les installations sont dotées de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.

Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

- des extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et

facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- un bac de sable lorsque des opérations de découpage au chalumeau sont effectuées sur le site.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Article 8 –Vérification du débit délivré par les poteaux incendie

L'exploitant justifie, **sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté**, de la capacité des poteaux incendie, interne et externe, à délivrer un débit réglementaire de 60 m³/h, sous une pression minimale de 1 bar, pendant 2 heures.

Article 9 – Rétention des eaux d'extinction d'incendie

Le volume de rétention nécessaire à la collecte des eaux d'extinction d'incendie est de 790 m³. Le site sert de rétention :

- la vanne guillotine isole le site et permet de contenir les eaux sur site ;
- la grille de collecte en amont de la vanne permet de charger le réseau de collecte du site ;
- ensuite, le site se met en rétention au niveau de la partie Ouest du site.

Les tampons du séparateur à hydrocarbures ont été rehaussés à cet effet. L'exploitant veille au maintien en bon état et à la bonne étanchéité de ces tampons.

Article 10 – Dérogations et Mesures compensatoires associées

Article 10.1 – Dérogations

L'exploitant est autorisé à déroger aux dispositions prévues par les articles 5 et 25-V de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif à la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées, à savoir la distance minimale avec les premières habitations et le fonctionnement du dispositif d'isolement du réseau en cas d'accident ou d'incendie.

Article 10.2 – Mesures compensatoires

Article 10.2.1 – Prescription de mesures de bruit

Les dispositions de l'article 2.C-2 de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 1985 sont modifiées de la façon suivante.

La société SOREAL respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé. Dans le cadre du présent arrêté, l'exploitant réalise 2 mesures de bruit, dans l'année suivant la mise en service des installations de démontage/dépollution de VHU, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel susmentionné à l'alinéa précédent.

Ces mesures sont effectuées en période représentative de fonctionnement du site, notamment lorsque la presse-paquet est en service.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, le rapport de mesures dans les 2 mois suivants l'intervention.

En cas de non-respect des valeurs limite d'émissions, l'exploitant transmet un plan d'actions permettant de réduire les nuisances sonores.

Article 10.2.2 – Dispositif d'isolement du réseau

Le dispositif d'isolement du réseau est maintenu fermé en permanence.

L'exploitant réalise une vérification périodique du bon fonctionnement du dispositif (manœuvrabilité, étanchéité...).

Article 10.2.3 – Aménagement du site

La société SOREAL poursuit la pose de blocs béton dans le cadre des aménagements de son site afin de réduire les impacts visuels et sonores susceptibles d'être générés par la nouvelle activité de démontage/dépollution de VHU.

Article 10.2.4 – Période de fonctionnement de la presse-paquets et de la presse-cisaille

La société SOREAL n'utilise pas la presse à paquets et la presse-cisaille durant les périodes suivantes, durant les jours de la semaine :

- avant 9 h ;
- entre 12 et 14 h ;
- après 17h30.

L'activité n'est pas autorisée les week-ends et jours fériés.

Article 11 – Gestion des rejets aqueux et autosurveillance

La société SOREAL transmet à l'inspection, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, un bilan de son autosurveillance.

En cas de non-respect des valeurs limites d'émission applicables à ses installations, la société SOREAL propose des modalités de gestion de ses eaux pluviales de ruissellement afin de remédier à ces dépassements.

Article 12 – Gestion des déchets sortants

L'exploitant veille à l'étiquetage des déchets dangereux quittant son établissement, conformément aux dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé.

Article 13 – Rupture de traçabilité

Tel que prévu par le troisième alinéa de l'article 10 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé, la société SOREAL est exonérée des obligations de traçabilité entre les déchets entrants et

sortants pour les flux de déchets ayant subi une action (tri, regroupement) ou une opération de traitement qui ne permet plus d'assurer cette traçabilité.

Cette exonération porte sur les déchets liés aux rubriques 2710-1, 2710-2a, 2711, 2712-1, 2713, 2718 et 2791 :

- déchets de métaux ferreux et non ferreux,
- déchets liés à l'activité de démontage / dépollution de véhicules hors d'usage,
- batteries,
- déchets d'équipements électriques et électroniques.

Pour les déchets bénéficiant de la rupture de traçabilité, l'exploitant de l'installation de traitement devient le producteur subséquent de ces déchets. Il indique sur le registre des admissions quelle transformation a été réalisée sur le déchet.

Cette rupture de traçabilité n'exonère pas de fournir au producteur des déchets les attestations de valorisation en application de l'article D.543-284 du code de l'environnement.

Article 14 –

Dans le cas où l'une des obligations du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévus, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article : L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 15 – Publicité

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Marignane et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Marignane pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal d'accomplissement de cette formalité d'affichage est dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 16 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean François Leca, 13002 Marseille) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelles s'y rapportant. À ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

Article 17 – Exécution

- le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône
 - le sous-préfet d'Istres
 - le maire de Marignane
 - le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
 - le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône
 - le directeur du service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône
 - le directeur de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- et toutes les autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

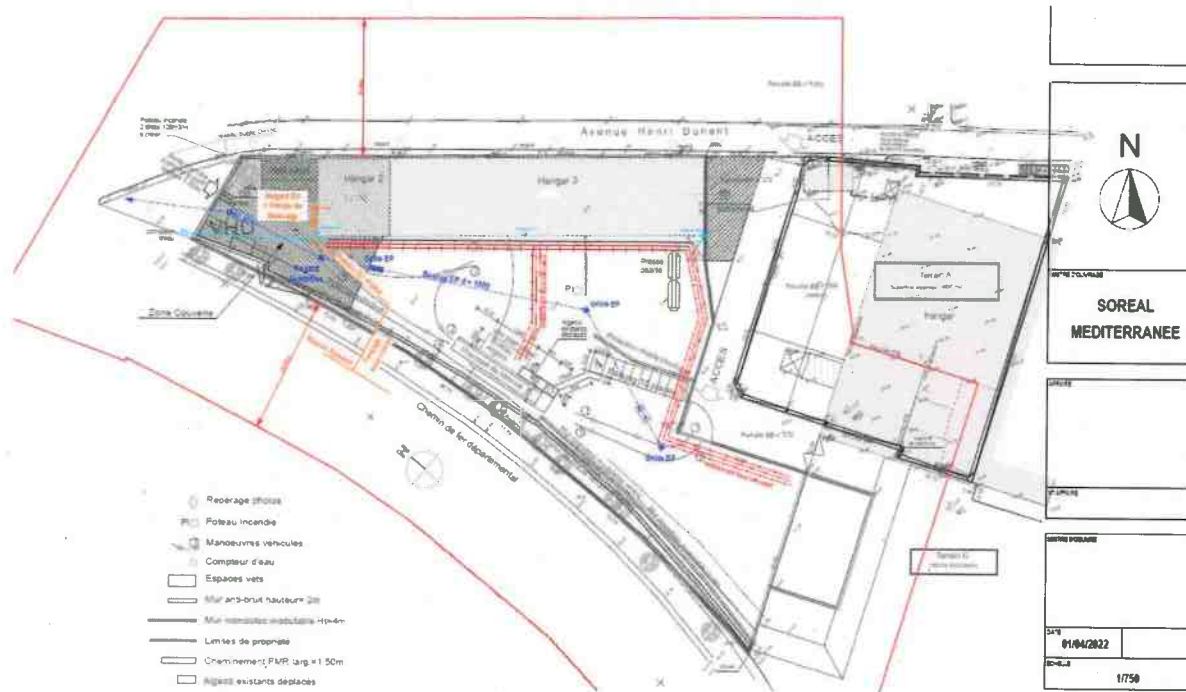
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

Annexe : Plans des Installations

Plan global



Plan détaillé (Atelier VHU)

